

Note d'infos n° 40, avril 2011

Actualité du réseau

Préparation de la Triennale 2011 de l'ADEA

Dans le cadre de la Triennale qui aura lieu du 27 novembre au 2 décembre prochain au Burkina Faso, deux membres du réseau ont participé à un atelier méthodologique sur le sous-thème « Développement des compétences techniques et professionnelles (DCTP) tout au long de la vie pour une croissance socio-économique durable de l'Afrique » du 24 au 26 mars 2011 à Ouagadougou. Voir aussi le site : www.adeanet.org

Etudes en partenariat avec l'ADEA

Les termes de référence de 5 études sont en cours de finalisation et seront accessibles sous peu sur le site.

- « Analyse comparée des processus de mise en oeuvre et de transformation des dispositifs de Far dans plusieurs pays d'Afrique » ; les pays retenus sont le Cameroun, Madagascar et le Maroc.

- « Quelles formes d'apprentissage à mettre pour répondre aux objectifs de formation des populations rurales en Afrique » ; les pays retenus sont le Burkina Faso et la Guinée.

Pour plus d'informations, contactez : igor.besson@supagro.inra.fr

Etudes des dispositifs et des systèmes de financement de la FAR

Deux études sur ce sujet ont été commanditées fin 2010. Celle sur Madagascar par le consultant sélectionné, Claude Laroche, est finie. Une synthèse d'une vingtaine de pages va en être extraite et sera traduite en anglais. Il est prévu de rédiger un guide méthodologique sur ce thème avec les compléments d'expérience de l'étude sur le Bénin qui est en cours (voir contact ci-dessus).

Actualité des pays

Réaffirmation de l'importance de la professionnalisation des jeunes agriculteurs au Cameroun

A l'occasion du Comice agropastoral organisé du 17 au 22 janvier 2011 à Ebolowa, chef-lieu de la province du sud, le Président de la République a rappelé le rôle de l'agriculture comme « moteur et véritable richesse du pays ». Il a insisté sur la grande marge de progression qui existe dans ce domaine au regard des potentialités agricoles existantes. Il a recommandé la mise en oeuvre de la politique agricole nationale dans laquelle la réforme de l'enseignement et de la formation agricole est une priorité. Le but de cette réforme est d'accompagner la professionnalisation des nouveaux entrants et la qualification des acteurs agricoles et ruraux dans une gamme



d'emplois allant des plus simples aux plus qualifiés. C'est bien là le but du programme d'Appui à la rénovation et au développement de la formation professionnelle dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches (AFOP) assisté par une équipe de spécialistes coordonnée par Montpellier SupAgro.

Voir également notre rubrique « La parole à... ».

Travail en vue de la définition de la SNFAR du Burkina Faso

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques burkinabé a lancé un appel à consultation pour l'élaboration d'un document de Stratégie Nationale de Formation Agricole et Rurale (SNFAR) complété d'un plan d'action.

Tenue du Forum Social Mondial (FSM) à Dakar

La 11e édition du Forum Social Mondial (FSM) a eu lieu du 6 au 11 février 2011 à l'Université Cheik Anta Diop à Dakar. Un village des paysans avait été mis en place pour accueillir les paysannes et paysans d'Asie, d'Amérique, d'Europe et du continent africain venus participer à cet événement (voir www.fongs.sn).

Lancement des travaux préparatoires de la Triennale 2011 de l'ADEA le 17 février 2011 à Ouagadougou

La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de plus de 300 représentants des principaux secteurs du développement du pays, de la société civile et des responsables du monde éducatif. L'objectif était aussi d'enclencher un processus de réflexion et de concertation sur le développement des ressources humaines au Burkina Faso en articulation avec la Stratégie de Croissance Accéléérée et de Développement Durable (SCADD).

Jeunes ruraux, « clé de la croissance économique nationale et de la sécurité alimentaire » selon le FIDA

Lors de la 34e session du Conseil des Gouverneurs du 19 février 2011 à Rome, le FIDA a encouragé les Etats membres à investir dans le développement rural et dans les compétences et les talents de la jeunesse rurale des pays en voie de développement, deux points évidemment cruciaux pour mener à bien la mission de supprimer la pauvreté rurale et d'assurer la sécurité alimentaire mondiale.

(Source: http://www.ifad.org/media/press/2011/10_f.htm)

Sur vos agendas

Enseignement supérieur agricole : Conférence « GCHERA 2011 »

La 7e conférence du consortium mondial des universités agricoles (*Global Consortium of Higher Education and Research for Agriculture*, GCHERA) sera organisée du **27 au 29 juin 2011** par l'Institut Polytechnique LaSalle Beauvais en France sur le thème « Université d'Agriculture et des Sciences de la vie : entrepreneurs pour un développement rural durable ».

Pour plus d'information, voir le site du www.gchera.com

3e Forum européen sur le développement rural

A l'initiative de la Commission européenne et de la présidence de l'Union européenne, associant la plate-forme de donateur mondial pour le développement rural et le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA), cet événement se déroule du 29 mars au 1er avril 2011 à Palencia en Espagne.

(Source : http://www.donorplatform.org/resources/calendar/icalrepeat_detail/2011/03/29/14/27)

Conférence internationale sur l'accapement des terres

Une conférence sur ce thème, en anglais « Global Land Grabbing », est organisée les 6-8 avril 2011 à Brighton en Angleterre.

(Source: http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_content&view=article&id=1922:international-academic-conference-on-global-land-grabbing&catid=692:all&Itemid=665)

Conférence de l'UKFIET sur l'éducation et le développement

La 11e conférence internationale organisée par l'« United Kingdom Forum for International Education and Training » aura lieu les 13-15 septembre 2011 à Oxford, Grande-Bretagne, sur le thème « Skills for work in changing macro-economic environments ».

Plus d'infos sur <http://www.cfbt.com/UKFIET/>

A lire et à voir



Lettre ouverte à l'Afrique cinquantenaire par Edem Kodjo, Gallimard, Paris, octobre 2010, 77 p., coll. "Continents noirs" (12 €uros).

L'auteur, Premier ministre du Togo en 1994-96 et 2005-06 et ancien secrétaire général de l'OUA, invite « Mère-Afrique » à sortir de sa léthargie et tirer profit de ses atouts. Il l'interpelle aussi au sujet de l'agriculture : « Sous le soleil de plomb de tes tropiques, cultiver ton sol relève de l'héroïsme.

Dans ces conditions, comment convaincre ta jeunesse de retourner à la terre ? » (p. 31). A la fois optimiste et volontaire, critique et tranchant, « l'heure de nous-mêmes a sonné » écrit-il avec lyrisme (p. 42). C'est un petit livre qui donne envie d'en savoir plus sur Edem Kodjo, également auteur de ... *Et demain l'Afrique* chez Stock en 1985.

Etude sur les politiques agricoles et rurales maghrébines

Dans cet article, Omar Bessaoud, enseignant à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAAM), évalue les politiques agricoles des pays du Maghreb face aux enjeux du futur.

(<http://www.maghrebemergent.com/economie/78-idees/2049-les-politiques-agricoles-et-rurales-maghrebines-face-aux-enjeux-du-futur.html>).

Vidéos sur les enjeux agricoles et alimentaires Nord et Sud

La Fédération des organisations paysannes du Sénégal (FONGS), dont l'ONG belge SOS Faim est partenaire a entamé un travail sur la productivité des exploitations familiales au Sénégal.

A regarder sur : <http://www.fongs.sn/lecteur.php>

Débat sur la question *Quelle agriculture pour nourrir la planète ?*

Un intéressant tête à tête de 30 minutes filmé entre un écologue, John Thomson du CNRS/CEFE (Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive, Montpellier) et un agro-économiste, Michel Griffon, président du conseil scientifique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et auteur de l'excellent *Nourrir la Planète. Pour une révolution doublement verte* (Odile Jacob, 2006).

A écouter-regarder sur : <http://www.universcience-vod.fr//media/519/quelle-agriculture-pour-nourrir-la-planete--.html>

La parole à ...



Mme Elisabeth Atangana, sur le thème des Organisations Paysannes (OP) et de la FAR

La présidente de la fédération des organisations paysannes de l'Afrique centrale (PRO-PAC) était notre invitée lors de l'atelier d'échanges « Organisations professionnelles et formation des populations agricoles et rurales » organisé par le réseau FAR les 25-27 novembre dernier à Bamako.

Quels rôles les OP doivent-elle avoir dans la formulation des politiques de formation agricole et rurale et leur mise en œuvre ?

La participation des OP à la définition de ces politiques est une nécessité

dans la mesure où les OP portent les messages et les préoccupations de la base. Le rôle des OP est de capitaliser les expériences de « terrain » afin de partager les pratiques locales réussies entre les organisations d'une même région et entre régions, puis de les faire remonter au sein du pays et même au niveau régional et international.

A mon opinion, le travail à l'échelle du pays, au niveau national donc, est particulièrement important. Prenons l'exemple du Cameroun. Les producteurs ont créé dans les années 1980-90 des espaces de discussion et de concertation dans le but d'identifier les besoins prioritaires en termes d'organisation et de structuration de certaines filières, d'achat d'intrants et de commercialisation de produits, de mobilisation de ressources humaines en interne et, bien évidemment, de participation à la définition des stratégies de développement rural et des politiques agricoles... De tels espaces permettent de jouer le relais entre la base et les décideurs qui comprennent nos Etats mais aussi souvent les partenaires du développement et les bailleurs de fonds.

Les OP doivent aussi garantir le transfert d'information, assurer la démultiplication des formations reçues au niveau de centres ou des programmes pour renforcer les capacités à la base. C'est un important rôle de restitution qu'il appartient aux leaders de jouer en permanence.

Comment entrevoyez-vous la participation de façon concrète et durable des OP dans le domaine de la FAR ?

Nous voyons notre participation dans la création d'espaces permanents d'échange qui peuvent être institutionnalisés ou informels. En ce qui concerne les espaces institutionnalisés, avec l'Etat, il est important que les OP soient impliquées dans la formulation des politiques de formation dans les projets, les programmes, les écoles et les centres d'enseignement technique et de formation professionnelle, que leurs représentants puissent faire partie des instances d'élaboration et de décision des politiques.

Il est aussi important que les paysans participent aux espaces d'échange tels que le réseau FAR, c'est-à-dire que les paysans soient membres du réseau FAR, participent au comité de pilotage ou encore au comité de suivi comme c'est mon cas. Cela permet l'expression de notre volonté et de nos besoins dans les diverses instances existantes, dans le sens d'apporter notre vision et une espèce de mutualisation des connaissances.

Au Cameroun, la plateforme que vous présidez est-elle systématiquement impliquée dans la politique nationale de formation ?

Prenons le cas d'AFOP au Cameroun qui est le Programme d'appui à la rénovation et au développement de la formation dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches. Cette action financée par la coopération française dans le cadre du contrat de désengagement et de développement de l'Etat, le « C2D » dispose d'un comité de pilotage où l'on retrouve les représentants des OP. Au niveau des comités de suivi et de choix des projets, on retrouve aussi des OP qui, étant sur le terrain, sont à même de dire ce qui se fait, qui le fait, si c'est accepté par les producteurs et si ça se déroule convenablement.

Nous sommes donc actifs à divers niveaux de prises de décision. Il y a une évolution positive dans ce sens également avec le « Projet d'amélioration de la compétitivité agricole », qu'on appelle le programme PACA : l'Etat et la Banque mondiale ont impliqué les représentants et les membres des OP depuis le pilotage national jusqu'à la sélection des projets sur le terrain.

L'implication des OP fait donc son chemin et nous insistons pour que les autres programmes prennent ces projets pour exemple car cela permet une véritable appropriation par les paysans non seulement des projets mais aussi de la mise en œuvre des politiques de développement dont ils sont eux-mêmes initiateurs et porteurs.

Propos recueillis par Igor Besson et Souleymane Traoré à Bamako